

LE BLUES DU FRONTALIER

Le statut, jadis très confortable, de travailleur frontalier s'effrite, la précarité se répand, l'écart salarial avec la France fond comme neige au soleil... Un certain « âge d'or » s'achève et les réveils sont (parfois) douloureux.



■ Outre-Rhin, l'âge de la retraite tend progressivement vers les 67 ans, les « mini-jobs à 400 euros » se multiplient tout comme ce que l'on appelle pudiquement les « Leichtlohngruppen ». Certes, dans les grands groupes de type Mercedes ou Siemens, les frontaliers alsaciens n'ont pas à se plaindre, même ils ne sont pas à l'abri. L'an passé, la marque étoilée a ainsi raboté dans ses effectifs: « 250 personnes étaient touchées, raconte Cédric Rosen, le dirigeant de l'AFAL, l'Association des frontaliers d'Alsace et de Lorraine. Avec 35 ans

d'ancienneté, les primes de départ allaient parfois jusqu'à 250 000 euros ».

Cédric Rosen: « Ils n'ont plus le moral, ils sont inquiets »

Si l'AFAL est intervenue dans ce cas précis pour 50 de ses membres, c'est pour « arracher » du fisc français la non-imposition de ces sommes. Et en l'occurrence, elle a eu gain de cause. Mardi, l'avocat de permanence de l'association recevait quatre frontaliers qui venaient d'apprendre leur licenciement.

« Le groupe international qui a racheté notre entreprise de recyclage d'ordures ménagères considère que les 31 personnes affectées au tri lui coûtent trop cher. Du coup, la nouvelle direction a décidé de nous virer et de confier cette activité à sa filiale d'intérim », s'indigne Océane.

L'économie? « Nous touchons un peu plus de 11 euros de l'heure, avec les intérimaires ce sera 7 euros de l'heure », lâche-t-elle. Pour autant, elle ne se résigne pas. Avec son syndicat, elle veut faire annuler la procédure. Si non renégocier le contenu du plan so-

cial proposé. «*Dans le job que je fais depuis maintenant dix ans, il n'y a déjà plus d'Allemands, mais que des Alsaciens, des Polonais et des Russes qui squattent dans une caserne désaffectée, les conditions de travail se sont dégradées, certains jours on nous traite comme des esclaves*», fulmine la jeune femme, ex-cédée.

Une chose est sûre: ni elle, ni ses trois autres collègues rencontrés mardi au bureau haguenuvien de l'AFAL n'iront plus travailler sur l'autre rive du Rhin. «*Les frontaliers n'ont plus le moral, il sont inquiets*», résume Cédric Rosen: sur les mises en retraite anticipée chères aux employeurs allemands et leur reconnaissance côté français, sur la suppression de l'allocation d'équivalence retraite, sur la renégociation de la convention avec l'Assedic, sur le flou autour de la non-imposition (ou de l'imposition) des heures supplémentaires faites par les frontaliers...

De fait, on assiste aujourd'hui à une cassure, à une rupture entre les frontaliers «historiques», ceux embauchés dans les années soixante-dix ou quatre-vingt, et les nouveaux venus. «*Nous avons de plus en plus de cas d'entreprises qui veulent imposer unilatéralement des baisses de salaires ou qui proposent aux arrivants des niveaux de rémunération très faibles, de l'ordre de 900 à 1000 euros, avec des statuts très précaires*», indique Cédric Rosen dont l'association compte 5700 membres.

Pour autant, tout n'est pas noir. «*A l'autre bout, dit-il, nous rencontrons aussi des chasseurs de tête qui cherchent des frontaliers très qualifiés, sortis de grandes écoles, des ingénieurs, des informaticiens*». Et là, les salaires proposés peuvent atteindre les 6000 euros. Quoi qu'il en soit, du travail, il y en a. A preuve: le chômage des frontaliers a fortement baissé ces trois dernières années. Alors qu'ils étaient encore presque 5000 à toucher une allocation chômage en février 2004, dont plus de 2700

ayant œuvré en Allemagne, leur nombre est tombé à moins de 2000 l'été dernier, dont 800 pour l'Allemagne.

Fort recul du chômage, mais en corollaire, des emplois moins payés, plus précaires

Et du coup, le nombre de frontaliers vers l'Allemagne, essentiellement masculins (67%), a bondi: depuis le début 2007, plus d'un millier de nouvelles recrues traversent quotidiennement le Rhin pour travailler dans une entreprise du Bade. Actuellement les frontaliers sont au nombre de 29700. Côté suisse, l'évolution récente n'est pas la même. Qui plus est, le recensement officiel du nombre de frontaliers donne lieu à controverse (lire encadré). Certains seraient comptabilisés deux fois!

Si l'embellie de la conjoncture économique allemande explique, en partie, le nouvel appel d'air de frontaliers, il y aurait aussi une autre cause, à la fois plus prosaïque et plus sournoise. Depuis quelques temps, l'organisation du travail temporaire allemand s'est en effet considérablement assouplie: plus besoin d'embaucher les intérimaires en CDI, mais par mission. Comme en France. Du coup, ces officines ont vu leur acti-

vité s'envoler et font désormais appel massivement à des intérimaires français.

D'autant que cette «clientèle» était déjà sur le marché des entreprises badoises, mais envoyée en «missions» par des sociétés d'intérim basées en Alsace. Et dès lors non comptabilisés comme travailleurs frontaliers dans les statistiques officielles. Des statistiques qui révèlent, en outre, un net vieillissement de cette population alsacienne: seuls 10% de ceux qui ont un job en Allemagne ont moins de 31 ans, contre 25% en moyenne en Alsace.

Christian Lienhardt

Entre 28 000 et 35 000 en Suisse

Selon les offices de statistique des cantons suisses, 33 à 35000 frontaliers alsaciens travaillent en Suisse. Un chiffre que relativise Jean-Luc Johaneck, président du comité de défense des travailleurs frontaliers (CDTF): «*Pas plus de 28000, car les Suisses comptent chaque frontalier qui change d'emploi en cours d'année comme deux travailleurs distincts. Sans oublier les intérimaires qui travaillent quelques semaines par an seulement à Bâle, dans le bâtiment notamment*». Et de pointer une baisse de 10% depuis 2002, principalement due, selon lui, à la fermeture de sites de productions autour de Bâle. Soit 3000 emplois de moins qu'en 2000.

M.H.

LA LANGUE ET LES DIPLOMES

■ **Malgré le dynamisme de l'économie suisse (+2,9% de croissance en 2007), les frontaliers alsaciens sont moins nombreux qu'en 2000 autour de Bâle. Si les personnels à haute qualification sont recherchés dans toute la France, les lacunes en allemand des employés subalternes ferment des portes aux Alsaciens, au détriment des Allemands et des pays de l'Est.**

«Depuis l'an 2000, l'Alsace a perdu entre 3000 et 5000 emplois frontaliers en Suisse», affirmait hier Charles Buttner, président du Conseil général du Haut-Rhin. Et de pointer du doigt le faible nombre d'actifs parlant couramment allemand. Car, sur la même période, le nombre de frontaliers d'outre-Rhin à Bâle a augmenté. Jacques Degermann, auteur d'une étude sur la stratégie économique du Pays de Saint-Louis, affirme que «les jeunes Alsaciens arrivant sur le marché du travail sont moins polyglottes que leurs prédécesseurs. Ils perdent de ce fait leur capacité

à s'intégrer sur les marchés du travail allemands et surtout suisses». Le réflexe des années 1950 à 1990 d'écourter ses études pour trouver un emploi mieux rémunéré en Suisse a aujourd'hui des conséquences néfastes: «Il faut probablement voir dans la faiblesse du niveau de formation des Alsaciens une des causes de la différence entre la dynamique transfrontalière franco-genevoise et celle que l'on observe entre le Nord-Ouest de la Suisse et l'Alsace», analyse Jacques Degermann.

Un argument qui ne convainc pas totalement Jean-Luc Johaneck (Comité de défense des travailleurs frontaliers): «Ça joue, mais c'est avant tout la fermeture de nombreux sites de production qui a entraîné de nombreux licenciements de personnes à faibles qualifications». Et de pointer un autre problème: le départ en retraite de nombreux babyboomers, dont les qualifications très spécifiques ne sont pas toujours présen-



En Suisse, un grand nombre de frontaliers alsaciens est opérationnel dans l'industrie chimique. (Document Novartis)

Pas cher le franc suisse

Les fluctuations du taux de change euro-franc suisse influent sur le pouvoir d'achat des frontaliers. Alors qu'il valait 1,47 franc en 2003, l'euro a grimpé à 1,74 franc lors de l'été 2007, avant de revenir à 1,58 aujourd'hui. Soit, pour un salaire de 5000 francs, un revenu qui est passé de 3402 à 2873 puis à 3165 €. Les frontaliers français en Suisse ne sont plus forcément ces travailleurs avantagés par un salaire élevé qu'ils étaient jusque dans les années 1990. Surtout que chacun doit encore s'acquitter de sa sécurité sociale, non comprise dans le salaire net. «Et la retraite à taux plein n'intervient qu'à 64 ans, sans compter la précarité de l'emploi, les frais de déplacement et l'imposition calculée sur le salaire brut», dénonce Jean-Luc Johaneck, qui estime au final le gain salarial entre 5 et 10% par rapport à un salarié français. M.H.

tes dans les jeunes générations. Ce qui pousse parfois les entreprises à chercher ces travailleurs ailleurs, notamment en Europe de l'est.

Une démarche similaire à celle qui pousse les grandes entreprises pharmaceutique à recruter leurs chercheurs partout à travers le monde et la France. Et l'installation en Alsace de nombre de ceux-ci pour occuper des postes à forte qualification à Bâle tempère ainsi la baisse du nom-

bre de frontaliers. Une arrivée massive de jeunes diplômés des quatre coins de la France, «car, depuis l'aboutissement des négociations bilatérales Europe-Suisse en 2003, les ressortissants français n'ont plus besoin d'un permis de travail pour signer un contrat en Suisse, ce dernier leur donnant automatiquement droit au travail», explique Marc Borer, conseiller de l'instance Infobest Palmrain.

Matthieu Hoffstetter